

# Souveraineté alimentaire : un combat communiste

Pauline Thomas – Fédération du Val-de-Marne, section de Champigny-sur-marne

En France, plus de 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Des millions de familles n'ont pas accès à une alimentation de qualité. Face à cette réalité, notre réponse collective reste celle de l'assistance : des aides conditionnelles, des dispositifs éparés, une charité organisée qui stigmatise ceux qu'elle prétend aider. Ce n'est pas digne. Ce n'est pas suffisant.

Notre parti doit faire de l'alimentation ce qu'il a fait de la santé en 1945 : un droit universel, garanti par la cotisation, géré démocratiquement par celles et ceux qui en bénéficient.

## **Garantir un droit, pas distribuer une aide**

La Sécurité sociale de l'alimentation repose sur un principe simple, hérité d'Ambroise Croizat et du Conseil national de la Résistance : chacun cotise selon ses moyens, chacun accède selon ses besoins. Ce n'est pas de l'assistanat, c'est de la propriété collective. Ce n'est pas une faveur accordée aux pauvres, c'est un droit conquis par tous.

Concrètement, elle permettrait à chaque habitant de disposer d'un crédit alimentaire mensuel, utilisable auprès de producteurs et commerçants conventionnés selon une charte de qualité : circuits courts, pratiques agroécologiques, juste rémunération du travail agricole. Elle remet le pouvoir de décision entre les mains des habitants, à travers des comités citoyens qui définissent démocratiquement les règles du jeu.

## **Le restaurant municipal, infrastructure du droit à l'alimentation**

Cette ambition ne peut pas rester abstraite. Elle a besoin d'équipements concrets, visibles, universels. Le restaurant municipal en est la pierre angulaire : un lieu ouvert à toutes et tous, sans condition de ressources, sans stigmatisation, où l'on mange bien et où se tissent des liens entre les habitants.

Ce n'est pas une cantine sociale. C'est une infrastructure du droit à l'alimentation, au même titre qu'une école ou un hôpital. Tarifé selon les moyens de chacun, approvisionné en circuits courts, portant des repas à domicile pour les personnes isolées — le restaurant municipal incarne une ville qui garantit des droits plutôt que distribuer des aides.

## **Relocaliser l'alimentation, refaire de l'écologie une question de classe**

La souveraineté alimentaire n'est pas seulement une réponse à la précarité. C'est aussi une réponse à la crise écologique et agricole. En garantissant des débouchés stables et équitables aux producteurs locaux engagés dans des pratiques agroécologiques, elle crée les conditions d'une transition agricole par le bas — non pas imposée par des normes venues d'en haut, mais construite collectivement par les producteurs et les consommateurs.

C'est là que notre parti peut incarner quelque chose de neuf : une écologie de classe, qui lie la justice sociale et la transformation écologique, qui refuse d'opposer le paysan et l'ouvrier, le consommateur et le producteur.

### **Du local au national : s'appuyer sur ce qui existe déjà**

Des expérimentations existent déjà dans certaines villes. Elles démontrent que ce modèle est réaliste, finançable, populaire. Notre parti doit s'en emparer, les soutenir, les approfondir, et en faire la vitrine de ce que nous voulons construire à l'échelle nationale.

### **Le maraîchage urbain, devenir acteur de la souveraineté alimentaire**

Les villes peuvent contribuer à produire leur propre alimentation. Romainville en est la preuve concrète : la Cité Maraîchère, équipement municipal d'agriculture urbaine, produit des légumes frais de saison en serre verticale, propose des paniers solidaires à tarifs adaptés aux revenus, anime un café-cantine ouvert à tous et organise des ateliers pédagogiques pour les écoles. Ce n'est pas du jardinage symbolique. C'est de la production agricole sérieuse, au cœur d'une ville de banlieue populaire, qui recrée un lien concret entre les habitants et ce qu'ils mangent.

Notre parti doit s'emparer de cette réalité et la généraliser. L'alimentation est politique. Reprenons-en le pouvoir — depuis nos villes, depuis nos quartiers.